

Turquie : tous les chemins mènent à Istanbul

Altan Gökalp

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/anatoli/418>

DOI : 10.4000/anatoli.418

ISSN : 2498-0730

Éditeur

CNRS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2012

Pagination : 17-22

ISBN : 978-2-271-07539-0

ISSN : 2111-4064

Référence électronique

Altan Gökalp, « Turquie : tous les chemins mènent à Istanbul », *Anatoli* [En ligne], 3 | 2012, mis en ligne le 01 août 2016, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/anatoli/418> ; DOI : 10.4000/anatoli.418

Turquie : tous les chemins mènent à Istanbul¹

Altan Gökalp

Lors de son ambassade auprès de Tamerlan, le comte Ruy Gonzalès de Clavijo s'arrêta à Constantinople, en novembre 1402 : la ville n'est pas encore pillée par les croisés ; la conquête turque n'est pas à l'ordre du jour. Ce qui l'est en revanche, c'est un syndrome d'invasion, d'une menace venue de l'Est. Clavijo décrira par le menu ce qui restera une énigme jusqu'à nos jours : placé devant l'*augusteum* de la Sainte Sophie, une statue équestre gigantesque représente l'Empereur Justinien, tenant une sphère dorée dans sa main droite et désignant l'Orient de sa main gauche. La légende veut que si la boule d'or, devenue par la suite « la pomme rouge *kokkino milia* en grec, tombait de son socle et qu'on ne pouvait plus la remettre en place – c'est ce qu'il advint – ce serait le signe de la chute de Constantinople. La boule et la statue disparurent avant la chute de 1453, mais la légende de la « pomme rouge » perdura : pour les Grecs, c'est le pommier mythique aux confins d'un Orient imaginaire où les Turcs envahisseurs venus de l'Est seront repoussés ; le même pommier rouge désignait pour les Turcs ottomans le point extrême à l'ouest – Constantinople, Rome, Vienne ? – où la cavalcade des ancêtres devait s'arrêter.



Figure 1 : monnaie de Constantin représentant un dieu nu avec le front ceint de rayons solaires, tenant dans sa main un globe (une boule d'or), symbole de son pouvoir sur tout l'univers.

(Source : <http://www.helvienmonnaies.fr>)

1. Cet article a été écrit en 1993.



Les légendes ont – et celle-ci eut – la vie dure. Mais, elle exprime bien, dans sa vitalité même, ce « syndrome d’invasion » que vivent les gens d’Istanbul, ville passée d’un petit million d’habitants à la fin des années cinquante à l’état de « mégapole » de plus de dix millions aujourd’hui, battue par la vague des migrations venues de l’Est. Démographie folle qui traduit une accélération des migrations internes turques, mais aussi une immigration « étrangère » : un million « d’Iraniens », Azeris et autres « Caucasiens » ; les flux permanents de turcophones d’Asie centrale, les Pakistanais, etc. font partie du paysage humain d’Istanbul aujourd’hui. L’Europe ex-soviétique est également devenue une source de migrants plus ou moins stable : sur le marché de main-d’œuvre du travail au noir d’Istanbul, les Roumains cassent les prix, concurrençant les Kurdes, immigrés de toujours.

La situation d’Istanbul, appelée par dérision, en référence à l’invasion orientale et aux modifications socioculturelles que cette « immigration » induit, « Istanbulistan », ou « Istantong » (« Kong » pour Hong Kong) est spectaculaire mais relève d’un mouvement plus général dans le pays. En effet, le rythme de l’accroissement démographique, du développement économique, le changement dans la production industrielle et agricole, l’extension d’un réseau de communication qui désenclave des centres urbains régionaux, l’extension de la guérilla kurde dans l’Est du pays et de la répression militaire se conjuguent pour accélérer un mouvement qui débute avec le « Plan Marshall » (1947), qui favorisera la mécanisation de l’agriculture et qui s’accélère à chaque rebond d’économie libérale du pays. Pour donner une idée du rythme de développement du pays, on peut relever qu’il a fallu vingt-sept ans pour réaliser une première phase de doublement entre 1923 et 1950 ; et dix-sept ans pour la deuxième phase (1950-1968). Le temps nécessaire pour les doublements successifs est de douze ans entre 1968 et 1980, puis de six ans seulement entre 1980 et 1986 : un rythme de développement économique qui bouleverse toutes les positions acquises !

La dernière période, marquée par la présidence ultra-libérale du Président Özal et l’ouverture de l’économie turque à la « mondialisation », continue chez ses successeurs : tous les centres de production, d’échange et de communication, qui sont aussi des lieux de l’économie informelle, « noire » ou « grise », attirent les masses provinciales des régions de l’Est ou de la Mer Noire vers les nouveaux sites du mirage économique turc. Le produit intérieur brut qui est de l’ordre de 2000 dollars par habitant pour le pays, est de 5000 dollars pour Istanbul.

*

Cette entrée en phase avec « l'économie-monde », ou la « globalisation » de l'économie a au moins une conséquence paradoxale : l'attrait des « opportunités économiques » nouvelles dans une ville de plus en plus à l'heure de la « modernité » du « world business » à l'image de Singapour, Hong Kong ou Kuala Lumpur, draine de plus en plus les « enclavés » de l'espace anatolien – principalement l'Est et la Mer Noire. L'arrivée de ces masses encore imprégnées de la ruralité traditionaliste et islamiste pour la sauvegarde des « valeurs qui s'en vont » ou de l'esprit de revanche de « ceux qui n'ont pas pu résister à la compétition acharnée » marquée par une autre rationalité que celle de l'échange traditionnel, contrecarre tous les efforts d'accès à une urbanité et à un urbanisme à la mesure des prétentions mondiales de la mégapole. En effet, ces immigrés de l'intérieur recréent, dans la mégapole istanbouliote morcelée en une multitude de municipalités clientélistes, des ghettos socio-culturels tenant leurs fiefs dans ces municipalités de « compatriotes », qui sont autant de bases de regroupement et de bastions de l'ethnicité et des solidarités locales (*hemsehrilik* : le « nativisme » des immigrés de l'intérieur). Trois millions et demi de Kurdes constituent ainsi le noyau dur de l'immigration interne, bouleversant le jeu électoral, tant municipal que national. D'autres « communautés ethniques » existent, comme les « Bosniaques » – trois millions et demi dans le pays, dont la moitié à Istanbul, regroupés dans quelques municipalités qu'ils contrôlent. C'est également le cas des rapatriés de Bulgarie qui relèvent du même schéma communautaire/municipal/territorial et électoral. La ville est une mosaïque gigantesque de villages anatoliens et de communautés ethniques – poussières d'Empire.

En d'autres termes, la mutation sociologique qui s'est opérée en Turquie avec l'arrivée au pouvoir des ingénieurs et techniciens d'origine rurale, comme Turgut Özal, ou son successeur actuel Süleyman Demirel, figures emblématiques du localisme traditionaliste antiétatique², et qui se substitua au règne des urbains juristes et laïcs, jacobins – le kémalisme des origines –, est indissociable de cette ruée vers l'or que constitue l'immigration intérieure. Elle détruit le tissu social traditionnel des métropoles historiques ottomanes candidates à la modernité urbaine des années 2000.

*

.....
2. Avec une exception récente et unique : la nomination de Mme Ciller à la présidence du Conseil, consacre pour la première fois une Istanbuliote.

D'où viennent ces migrants de l'intérieur, qui ont occulté depuis longtemps les problèmes de l'émigration externe, devenue une diaspora de plus en plus aliénée que la presse et le sens commun n'hésitent plus à appeler les «Turcs de l'extérieur» ?

Les sites qui constituent le vivier de l'immigration intérieure sont bien connus des spécialistes de la géographie humaine. Les mouvements migratoires internes qui, au plan numérique, sont infiniment plus importants que l'émigration externe (un minimum de 300 000 migrants de l'intérieur nouveaux et par an, rien que pour Istanbul, sans compter des pôles comme Ankara, Izmir, Antalya ou Adana). Ils relèvent de deux oppositions fondamentales qui surdéterminent la géographie humaine de la Turquie.

Une première opposition distingue la Turquie de la façade maritime, au climat tempéré, méditerranéen (si l'on excepte le littoral de la Mer Noire), et historiquement dévolue aux échanges avec le monde extérieur, à une autre Turquie du plateau continental, au climat rude: pays de la soumission aux pouvoirs impériaux (Byzance, l'Empire Ottoman) plutôt que pays de l'initiative. Pour l'heure, c'est la façade maritime qui se développe et attire les masses migratoires alors que l'arrière-pays se vide, surtout dans des régions laissées pour compte du développement économique. Dans un proche avenir, l'écrasante majorité d'une population turque, qui s'accroît d'un million par an, vivra dans des métropoles de la façade maritime.

La deuxième opposition est induite par ce que les géographes appellent «le gradient est/ouest» qui sépare (un peu à la manière du gradient nord/sud de la Loire de la France), deux moitiés du territoire turc de part et d'autre d'une ligne oblique allant de Zonguldak à Gaziantep. À l'ouest une Turquie développée et industrialisée, à l'est une Turquie rurale et arriérée. La structure de la population active oppose de façon spectaculaire les deux ensembles: les deux cartes de la population active agricole et de la population active industrielle sont pratiquement le négatif l'une de l'autre³. «L'Espagne à l'ouest et l'Inde à l'Est» selon la formulation souvent utilisée dans la presse turque. Ce qui est vrai des disparités économiques, l'est aussi de l'équipement, de la culture... de tous les indicateurs.

C'est dans cette double opposition que s'enracinent toutes les raisons structurelles des migrations internes. Les soubresauts et les sauts qualitatifs de la conjoncture, de plus en plus tributaire de l'économie-monde

.....
3. M. BAZIN, « Les disparités régionales en Turquie » in: A. GÖKALP: *La Turquie en Transition*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1986.

ainsi que la violence ethnique et politique dans l'Est, ne font qu'accélérer le mouvement.

*

Quelques données chiffrées donnent d'emblée une idée de l'amplitude du mouvement vers la mégalopole d'Istanbul : la population a été multipliée par huit en quarante ans. La population de la Turquie est passée de quelque treize millions d'habitants à soixante actuellement, tandis que celle d'Istanbul qui atteint à peine le million d'habitants en 1945, à la veille du grand rush dû au plan Marshall (ce qui représente les 5,7 % de la population totale du pays) est passé à dix millions en 1993 – l'équivalent de la population de la Grèce voisine – représentant le sixième de la population totale. Les prévisions de l'Institut National des Statistiques anticipent une agglomération de 17 millions d'habitants, représentant les 19 % d'une Turquie de 94 millions en 2010.

Ces quelque dix millions de personnes résident donc dans le territoire de ce qui est devenu le «Grand Istanbul», s'étendant à quelque 60 kilomètres, des deux côtés du Bosphore. Le nombre d'habitants au kilomètre carré est passé à 1 023 personnes. L'immigration se traduit en chiffres par le fait que la population de la ville s'accroît de 22-23 personnes toutes les heures, d'un village de 500 habitants tous les jours, d'une ville de 15 000 habitants tous les mois. Pour «compenser» cette surcharge démographique, il est nécessaire de construire quelque 80 000 logements nouveaux par an – on imagine la course au béton – 50 écoles primaires, six lycées, il faut cent kilomètres d'adductions d'eau nouvelles, chaque mois. Seuls 65 trains de banlieue sont à la disposition de cette masse, qui, faute de transports en commun, se rabat sur la circulation automobile : 900 000 véhicules à moteur s'entassent sur les dix mille kilomètres de voies carrossables de l'agglomération avec les conséquences économiques et environnementales qu'on peut deviner.

*

Tentons de résumer ces mouvements migratoires qui bouleversent l'environnement, le paysage humain, la sociologie et le devenir politique du pays : l'agriculture traditionnelle régresse partout sans que cela signifie la fin de la ruralité. Les deux contrastes fondamentaux et traditionnels du pays, marquées par l'opposition littoral/plateau continental de l'intérieur ; et le gradient est/ouest continuent de produire leurs effets, renforcés par la guérilla ethnique/nationaliste kurde et ses conséquences qui mettent des milliers de locaux sur les routes de l'ouest fuyant une guerre civile et coloniale.

Istanbul, un cosmopolitisme d'hier et d'aujourd'hui

Ce flux qui se chiffre par centaines de milliers de personnes – et culmine à plus d'un demi million par an – constitue une masse sociologiquement, culturellement et politiquement instable, que seuls les ghettos municipaux métropolitains, l'appartenance ethnique ou confessionnelle encadrent; ces structures d'encadrement sont souvent en compétition avec les structures nationales et transnationales du fondamentalisme islamique. Le grand changement réside désormais dans le fait que ces mouvements traditionnellement orientés vers Istanbul – dont l'adage pluriséculaire dit que ses rues sont pavées d'or – touchent aussi d'autres métropoles : la capitale, Ankara mais aussi les nouveaux grands centres du littoral, moins habitués que les métropoles traditionnelles à subir les vagues migratoires. Des phénomènes collectifs de rejet raciste y sont de plus en plus fréquents.